“ L’immunité de l’Eglise et des personnes ecclésiastiques tire son origine du droit civil.” (Prop. XXX.)

“ L’Etat, en tant qu’il est l’origine et la source de tous les droits, jouit d’un pouvoir qui n’est circonscrit dans aucunes limites.” (Prop. XXXIX.)

“ Un pouvoir indirect négatif sur les choses religieuses appartient au pouvoir civil, même exercé par un chef infidèle, et par là même il a non seulement le droit qu’on appelle *d’executur*, mais même le droit *d’appel comme d’abus*.” (Prop. XLI.)

“ L’autorité civile, peut s’immiscer dans les choses qui concernent la religion, les mœurs et le gouvernement spirituel. Il peut donc juger des instructions que les pasteurs de l’Eglise croient de leur devoir de publier pour la direction des âmes : il peut même se prononcer sur l’administration des divins sacrements et sur les dispositions nécessaires pour les recevoir.” (Prop. XLIV.)

“ Des catholiques peuvent approuver un système d’instruction séparée de la Foi catholique et du pouvoir de l’Eglise, et qui ne s’occupe que de la science des choses naturelles, et qui ait pour objet unique, ou au moins principal, la vie sociale d’ici bas.” (Prop. XLVIII.)

Voilà, N. C. F., autant de propositions erronées, que les Pères vous signalent comme très dangereux dans les temps où nous vivons ; autant de faux principes contre lesquels ils vous mettent en garde. “ Si vous suivez Notre-Seigneur vous enseignant dans son Eglise, vous disent-ils, vous ne marcherez point dans